

Le Burundi dans l'incertitude après le début d'un putsch

Des affrontements ont éclaté à Bujumbura, au lendemain d'un coup d'État contre le président Pierre Nkurunziza. Putschistes et loyalistes se disputent les principaux médias.

VINCENT GEORIS

«Les canons ont tonné. À tout moment, ma maison peut prendre un obus ou une roquette égarés», dit notre interlocuteur. Il vit à Bujumbura, près de la RTNB, la radio et télévision nationale. Il se dit *«prêt à quitter le pays en cas de pillage ou si les expatriés sont menacés»*. Comme 800 compatriotes (voir ci-contre). *«Mais je ne me sens pas menacé, et je ne suis pas impliqué dans ce conflit»*.

Un coup d'État a éclaté mercredi soir au Burundi. Une partie de l'armée, dirigée par un comité composé de plusieurs hauts gradés, a l'intention de destituer le président Pierre Nkurunziza. Le chef d'État a l'intention de se présenter une troisième fois aux élections, en contradiction avec la Constitution burundaise et les accords de paix d'Arusha. La société civile et les partis d'opposition appellent à manifester depuis plusieurs semaines. Dans la capitale, la situation est confuse.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné la tentative de coup d'État au Burundi et a appelé au calme ainsi qu'à des «élections crédibles».

Les médias au cœur de la bataille

«Le coup d'État a été déclenché de manière pacifique. L'armée a fraternisé avec les manifestants. Il a été très vite question de pourparlers avec l'autre camp. Mais vers minuit, les choses ont dégénéré», dit Emmanuel Klimis, spécialiste de la Région des Grands Lacs et chercheur à l'Université Saint-Louis.

Des combats à l'arme lourde et au lance-roquettes ont éclaté. Les premiers affrontements ont eu lieu au siège de la RTNB. Prime Niyongabo, le chef d'état-major de l'armée du Burundi, loyal au président Pierre Nkurunziza, venait d'annoncer sur les ondes de la RTNB que le coup d'État avait échoué. Une information aussitôt démentie par les hommes du général Godefroid Niyombare, le leader des putschistes. Suivie par une vague de combat pour prendre le contrôle de la télévision nationale.

«La RTNB est la seule à émettre jusque dans les provinces, là où la population n'est pas informée comme à Bujumbura. Elle pourrait être utilisée pour mobiliser des fidèles du président», dit Emmanuel Klimis. Les «loyalistes» de leur côté, ont assailli une télévision, Télé Renaissance, et des radios privées, RPA et Radio Bonesha, protégées par les putschistes. Les combats ont cessé jeudi à l'aube, avant de reprendre de plus belle après-midi. Deux des principales unités armées des putschistes ont reçu l'ordre de prendre la RTNB. Les tirs ont repris, après

que la diffusion d'un discours du président Nkurunziza.

La présidence burundaise a affirmé jeudi soir que le chef de l'État Pierre Nkurunziza, qui était en Tanzanie depuis le lancement mercredi d'une tentative de coup d'État dans son pays, était de retour au Burundi.

Selon certaines sources à Bujumbura, le soulagement des putschistes, prévu depuis un certain temps, aurait été précipité suite à des rumeurs d'une tentative de coup d'État par les loyalistes, soucieux d'asseoir l'autorité du président Nkurunziza.

Un ancien compagnon d'armes du président

Qui est le chef de la rébellion? Godefroid Nyombaré est un ancien compagnon d'armes de Pierre Nkurunziza. Tous deux hutus, ils ont combattu ensemble à l'époque des conflits ethniques qui ont secoué le pays.

Mais Nyombaré a pris ses distances avec le pouvoir, appelant le président à respecter les accords d'Arusha et à ne pas se représenter. Une grande partie de l'armée lui est fidèle. *«L'armée burundaise bénéficie d'un brassage ethnique, résultant des accords de paix d'Arusha. Au contraire de l'armée du Rwanda»,* dit Emmanuel Klimis. *«Il ne s'agit en rien d'un affrontement ethnique, comme le prétendent certains médias anglo-saxons.»*

Un plan d'extraction pour les 800 Belges

Les Belges du Burundi sont prêts à être évacués s'ils étaient menacés suite aux affrontements qui ont éclaté dans le pays.

VINCENT GEORIS

La confusion la plus totale régnait hier à Bujumbura. *«En ce moment, tout est calme depuis 7h40, il semble que les belligérants négocient entre eux»,* lit-on dans un mail envoyé à la rédaction hier matin par un observateur présent dans la capitale du Burundi. À midi, les combats reprenaient de plus belle autour des principaux médias.

Notre observateur, dont l'anonymat sera préservé pour des raisons de sécurité, fait partie des expatriés. Présent depuis plusieurs années au Burundi, il regarde avec une certaine

distance le conflit.

«Je ne souhaite pas prendre parti pour l'un ou pour l'autre, mais si notre sécurité est en danger, nous pourrions évacuer à tout moment», dit-il.

Un plan d'extraction est prêt à être déclenché pour les Belges présents au Burundi. Même si, à l'heure qu'il est, il n'est pas question de le mettre en œuvre.

Pour l'instant, notre contact se veut rassurant. *«Ce n'est pas du tout dans les habitudes des Burundais de se livrer à des pillages ou de s'attaquer aux étrangers, comme on peut parfois en voir dans certains pays voisins.»*

1.600 personnes à évacuer

Les Belges constituent la première communauté étrangère présente au Burundi. La Belgique est d'ailleurs le

premier contributeur bilatéral du pays. L'Ambassade vient de procéder à un recensement.

«Tous les Belges présents au Burundi ont été identifiés, ainsi que leur localisation. Cela fait huit cents personnes», poursuit-il.

Mais l'opération éventuelle ne se limiterait pas aux seuls Belges. *«Il faut ajouter leurs ayants droit, c'est-à-dire les étrangers bénéficiant de conventions bilatérales avec la Belgique. Au total, 1.600 personnes sont concernées.»*

En cas de danger, le plan prévoit de les réunir dans une zone sécurisée. Ensuite, ils seront convoyés en RDC, dans la ville frontalière d'Uvira, soit au Rwanda à Kigali. Des avions de la force aérienne belge pourraient être appelés en renfort pour les transporter.

Une telle opération serait décidée et supervisée par le gouvernement fédéral.

Si la situation l'exigeait, et si le gouvernement le décidait, des forces spéciales de l'armée belge pour-

raient également être projetées sur place en quelques heures pour faciliter l'opération d'extraction.

«Ce n'est pas dans les habitudes des Burundais de se livrer à des pillages.»

UN EXPATRIÉ

«Il ne s'agit en rien d'un affrontement ethnique, comme le prétendent certains médias anglo-saxons.»

EMMANUEL KLIMIS
SPÉCIALISTE DE LA RÉGION DES
GRANDS LACS ET CHERCHEUR À
L'UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS

